

Dies academicus 2000

Discours de Mmes Murielle Savary et Valérie Modoux, co-présidentes de la Fédération des associations d'étudiantEs (FAE)

Mesdames, Messieurs,

Il est une habitude dans l'université d'introduire toute une série de changement sans véritablement consulter les membres de la communauté. Nous nous sommes donc posé la question suivante: pourquoi est-ce que nous, étudiantes et étudiants, ne modifierions nous pas un peu les us et coutumes de cette institution? Certes ' nos changements sont loin de l'ampleur de Sciences, Vie et Société, mais il faut commencer à un petit bout de la chaîne pour progressivement en modifier tous les maillons.

Nous avons donc décidé premièrement de faire ce discours à deux, vu que nous sommes co-présidentes de la FAE pour l'année à venir, et deuxièmement, de vous présenter un autre discours que celui exposé dans le dossier de presse. En effet, pourquoi devrions-nous rendre public notre prose une semaine à l'avance, alors que certaines ou certains ont très souvent préféré en garder l'exclusivité pour la séance du Dies, s'octroyant ainsi un droit de réponse aux interventions des autres.

Que ce soit par notre présence au Sénat, ou par notre participation à ce Dies, nous avons malheureusement régulièrement l'impression d'être des alibis. L'opinion peut ainsi dire: «les étudiants et étudiantes sont invitéEs au Dies, elles et ils ont obtenu le principe de participation, tout va donc pour le mieux à l'Université». Un cours de cette maison nous a cependant appris qu'il fallait toujours dépasser les apparences pour essayer de voir ce qui se cachait derrière. Merci, donc, de nous laisser dresser notre tableau de la situation actuelle pendant les quelques minutes qui nous sont accordées.

Comme nous vous le disions précédemment, les choses changent rapidement à l'université. Un exemple toujours d'actualité: il y a de cela deux ans, un matin du Dies, nous trouvions dans le courrier de la FAE un communiqué de presse annonçant un plan de développement et de coordination entre les universités de Lausanne et de Genève et l'EPFL (aujourd'hui devenu le projet Sciences, Vie et Société). Les bases mêmes du projet ont été posées sans aucune consultation, et cette manière. de faire a continué pendant près d'une année et demi (et encore, pouvons-nous vraiment dire que les membres de la communauté universitaire ont un mot à dire sur ce projet aujourd'hui... ?).

Au fond, même si la FAE n'est pas opposée au principe même de collaboration entre les Hautes Ecoles, nous ne pouvons que nous inquiéter des développements actuels..

En effet, que dire d'un projet qui ne s'interroge pas fondamentalement sur ce que doit être l'Université et, plus loin, la science et la connaissance. Ou, plus précisément, ne les aborder que dans une perspective réductrice et à la mode.

Que dire du regroupement de la pharmacie alors que des voix autres que les nôtres se sont élevées contre ce choix ?

Que dire également, pour ne citer encore qu'un problème, de la direction donnée aux sciences humaines dans «Sciences, Vie et Société»? Elles ne sont guère définies que comme accessoires au développement des Sciences de la vie imposées par un discours politique et médiatique dominant. Que dire finalement de ces projets en sciences humaines qui ne se préoccupent pas des conditions d'études en premier cycle, en renforçant surtout les troisièmes cycles.

En tant qu'étudiantes et étudiants, nous ne pouvons que nous interroger sur la vision de l'université qu'ont les instigateurs de ce rapprochement. Se sont-ils véritablement interrogé sur la situation en premier et deuxième cycles? Ont-ils remarqué que les cours et les séminaires sont bondés, que les assistantes et assistants sont surchargés et que les conditions d'études se dégradent rapidement ?

Avant de conclure nous aimerions revenir sur un point qui nous semble capital en cette période de changements continus: la question de la participation. Quand on parle de la participation, on entend souvent les discours habituels : « ah oui! J'étais impliqué dans les débats pour une plus large participation au début des années 90. Belle victoire.!» Cependant, les années passent et les choses changent. Il en va de même pour ce principe si important pour toutes les étudiantes et tous les étudiants, mais aussi pour les assistantes et assistants et les membres du personnel administratif et technique. La question que nous devons nous poser est de savoir si nous voulons conserver des Conseils de Faculté et un Sénat dans lesquels toutes et tous les professeurEs peuvent siéger, aux côtés d'un nombre trop restreint de représentantes et représentants des autres corps? A l'heure où de nouveaux points apparaissent chaque jour sur le dossier «Sciences, Vie et Société», ne faudrait-il pas rendre ces séances publiques? La situation actuelle permet en effet seulement à un nombre extrêmement limité de personnes d'entendre les débats qui concernent l'avenir de toute l'Université. Or, ces débats ne concernent-ils pas toutes et tous les membres de la communauté?

Ces points ne sont que deux des propositions que la FAE fera bientôt pour modifier la Loi sur l'Université de Lausanne dans le but d'améliorer la participation. Ce que nous souhaitons surtout, c'est que ces propositions engendrent un véritable débat au sein de toute la communauté. Mais nous voulons également que cela en fasse réfléchir plus d'une et d'un sur ce que nous voulons véritablement pour l'avenir : une' institution dirigée par un Recteur-président ayant tous les pouvoirs,. ou alors une université réellement participative intégrant toutes et tous les membres aux décisions concernant les orientations et l'avenir.